
Comment obtenir d'autres renseignements

Pour toute demande de renseignements au sujet de ce produit ou sur l'ensemble des données et des services de Statistique Canada, visiter notre site Web à www.statcan.gc.ca

Vous pouvez également communiquer avec nous par :

Courriel à infostats@statcan.gc.ca

Téléphone entre 8 h 30 et 16 h 30 du lundi au vendredi aux numéros suivants :

- | | |
|---|----------------|
| • Service de renseignements statistiques | 1-800-263-1136 |
| • Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants | 1-800-363-7629 |
| • Télécopieur | 1-514-283-9350 |

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle que les employés observent. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1-800-263-1136. Les normes de service sont aussi publiées sur le site www.statcan.gc.ca sous « Contactez-nous » > « [Normes de service à la clientèle](#) ».

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population du Canada, les entreprises, les administrations et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques exactes et actuelles.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Sa Majesté le Roi du chef du Canada, représenté par le ministre de l'Industrie, 2024

L'utilisation de la présente publication est assujettie aux modalités de l'[entente de licence ouverte](#) de Statistique Canada.

Une [version HTML](#) est aussi disponible.

This publication is also available in English.

Table des matières

Vue d'ensemble.....	4
Dépôts et placements à court terme des non-résidents.....	4
Prêts accordés par le gouvernement fédéral aux sociétés.....	5
Mise à jour annuelle des modèles de désaisonnalisation.....	6
Biens immobiliers résidentiels.....	8
Annexe A : Taxonomie des révisions.....	9

Une vue d'ensemble des révisions apportées aux comptes financiers et du patrimoine, 2020 à 2024

Vue d'ensemble

Le Système canadien des comptes macroéconomiques (SCCM) est une source de renseignements précieux pour les entreprises, les administrations publiques et les citoyens. Ces comptes fournissent aux utilisateurs des précisions importantes sur le fonctionnement interne de l'économie, les tendances économiques courantes et les interactions entre les divers secteurs de l'économie. Afin que ces comptes demeurent pertinents, les concepts, les méthodes, les systèmes de classification, et les sources de données sous-jacents doivent être mis à jour périodiquement.

Des révisions statistiques sont effectuées régulièrement dans le SCCM afin d'y intégrer les renseignements disponibles les plus récents. En général, ces révisions se limitent aux mois ou aux trimestres d'une année de référence donnée ou, sur une base annuelle, aux deux ou trois années précédentes.

Périodiquement, on procède à des révisions exhaustives, qui dépassent généralement la portée des révisions régulières, afin d'améliorer les méthodes d'estimation et d'intégrer des sources de données améliorées et de nouveaux concepts.

Le présent document donne un aperçu des récents changements apportés aux comptes financiers et du patrimoine (CFP) pour le troisième trimestre de 2024. Les CFP sont un ensemble intégré de comptes au sein du SCCM et ils comprennent les comptes du bilan national (CBN), les comptes des flux financiers (CFF) et le compte des autres changements d'actifs (CACA). Les changements importants sont présentés ci-dessous, mais d'autres révisions mineures ont également été apportées aux CFP en raison de l'intégration de données tirées de sources de référence et d'autres améliorations aux données des CFP.

L'un des principaux objectifs de ces révisions était d'accroître l'intelligibilité et la cohérence des estimations tout en assurant une meilleure harmonisation avec les lignes directrices internationales¹. Les révisions avaient aussi pour objectif secondaire d'harmoniser les estimations entre différents programmes afin d'assurer la cohérence entre les concepts et les produits statistiques.

Dépôts et placements à court terme des non-résidents

Les non-résidents jouent un rôle important dans l'économie du Canada, puisqu'ils effectuent souvent des transactions avec des entreprises et des banques canadiennes. Ces entités détiennent une quantité considérable de dépôts en devises étrangères (38,5 % de tous les dépôts en devises étrangères à la fin de 2023). Le programme du bilan des investissements internationaux (BII) permet de compiler des données sur les actifs en dépôt détenus par des non-résidents, en se fondant sur les déclarations réglementaires que les banques à charte fournissent à la Banque du Canada dans le [Relevé des éléments d'actif et de passif répartis par pays et comptabilisés au Canada](#). Cependant, dans ce relevé, les banques peuvent classer certains titres, tels que les obligations sécurisées et les billets de dépôt au porteur, comme des dépôts, alors que la comptabilité nationale nécessite des distinctions plus claires entre les titres négociables et les instruments non négociables, tels que les dépôts à vue et les dépôts à terme fixe.

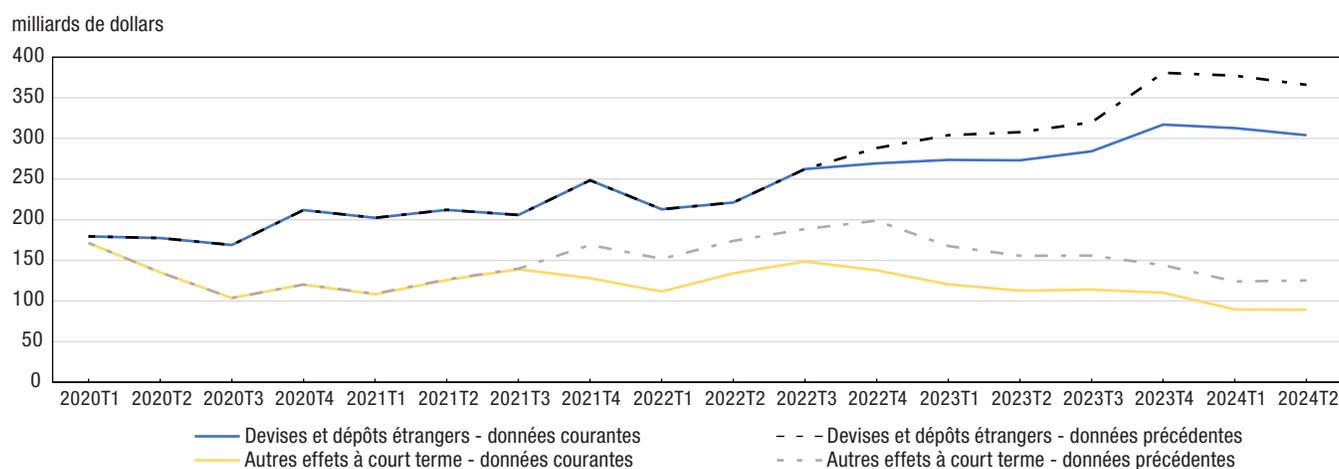
Récemment, plusieurs relevés bancaires réglementaires ont été mis à jour afin de permettre de mieux différencier les titres provenant de dépôts, ce qui a incité le programme du BII à revoir et à réviser les données sur les actifs en dépôts détenus par des non-résidents à partir du premier trimestre de 2021. Le programme des comptes CFP et celui du BII, conscients de ce problème de classification, avaient précédemment ajusté les données du secteur des non-résidents en réduisant les dépôts et en augmentant les effets en fonction des renseignements accessibles à ce moment-là. Maintenant que des renseignements plus détaillés sont disponibles, la répartition entre les dépôts et les effets à court terme a été affinée davantage (graphique 1).

1. Pour obtenir des précisions sur les lignes directrices nationales actuelles en matière de comptabilité, visiter le site Web du [Système de comptabilité nationale](#).

Pour être conforme au bilan total des investissements internationaux, le programme des CFP a révisé les catégories d'actifs en devises et dépôts et d'effets à court terme afin d'obtenir une représentation plus précise. Il se peut que d'autres révisions soient apportées à l'avenir, à mesure que de nouveaux renseignements provenant des déclarations réglementaires sont examinés.

Les actifs et les passifs doivent être équilibrés par instrument dans les CFP. Par exemple, les passifs en dépôt des banques à charte doivent être détenus sous forme d'actifs en dépôt par d'autres secteurs de l'économie. Les nouvelles estimations publiées fournissent maintenant une répartition plus précise des dépôts nationaux détenus par des non-résidents, ce qui a amélioré la répartition entre les secteurs intérieurs. En conséquence, les actifs en dépôt des sociétés non financières privées ont été révisés pour mieux correspondre aux données sources, ce qui se traduit par une amélioration globale de l'exactitude des données dans tous les secteurs.

Graphique 1 Révision apportée aux dépôts en devises étrangères et autres effets à court terme du secteur des non-résidents



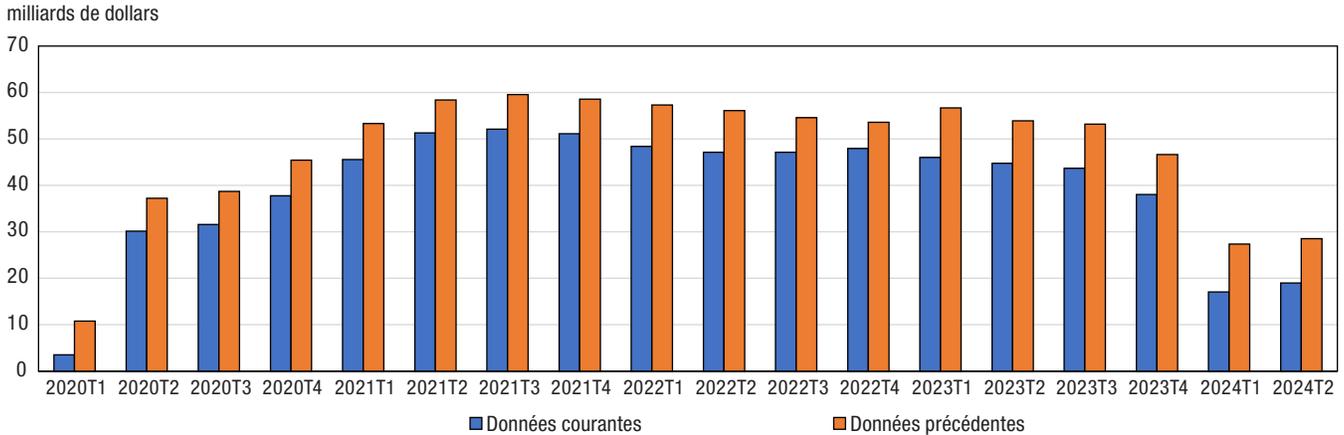
Source : Statistique Canada, « Une vue d'ensemble des révisions apportées aux comptes financiers et du patrimoine, 2020 à 2024 », *Les nouveautés en matière de comptes économiques canadiens* (13-605-X), 2024.

Prêts accordés par le gouvernement fédéral aux sociétés

Bien que le gouvernement fédéral n'accorde pas souvent de prêts aux entreprises canadiennes, pendant la pandémie, il a mis en place le programme du Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes (CUEC), accordant près de 50 milliards de dollars de prêts aux entreprises. Au début de 2024, au moment où le gouvernement mettait fin progressivement au programme, une analyse approfondie a été entreprise pour déterminer la source restante de prêts du gouvernement fédéral aux sociétés. Cette analyse a mis en évidence une surestimation des actifs de prêts du gouvernement fédéral. Certaines sommes souscrites au Fonds monétaire international et d'autres programmes de prêts ont été enregistrés à la fois dans le sous-secteur des autorités monétaires et dans celui de l'administration publique fédérale. Cette divergence a été corrigée à partir du premier trimestre de 2020. Toutefois, il subsiste une rupture dans les données entre le quatrième trimestre de 2019 et le premier trimestre de 2020; celle-ci sera traitée lorsque l'on procédera aux révisions des données pour cette période.

Par ailleurs, dans certains cas, les prêts accordés par le gouvernement fédéral à des organisations non résidentes ont été classés par erreur comme des prêts accordés à des sociétés canadiennes, ce qui a eu une incidence sur les répartitions des contreparties contenues dans la présentation des CFP sur une base [de qui a qui](#). En conséquence, les prêts déclarés du gouvernement fédéral aux entreprises canadiennes ont été révisés à la baisse (graphique 2).

Graphique 2
Révision apportée aux prêts accordés par le gouvernement fédéral aux sociétés non financières canadiennes



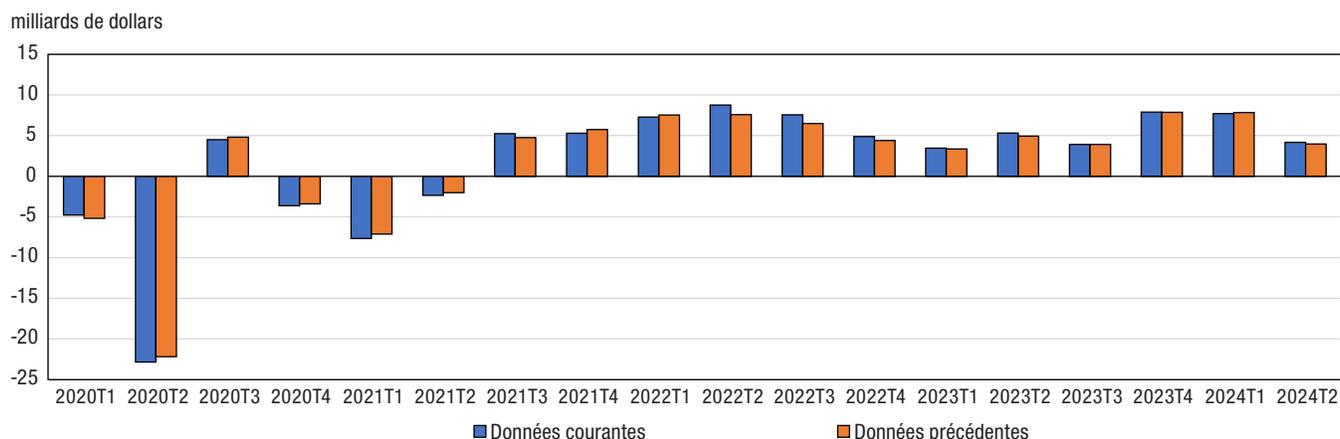
Source : Statistique Canada, « Une vue d'ensemble des révisions apportées aux comptes financiers et du patrimoine, 2020 à 2024 », *Les nouveautés en matière de comptes économiques canadiens* (13-605-X), 2024.

Mise à jour annuelle des modèles de désaisonnalisation

La désaisonnalisation est une technique courante appliquée aux estimations infra-annuelles dans le Système canadien des comptes macroéconomiques, qui vise à trouver, à estimer et à éliminer les variations saisonnières dans une série chronologique. Ces variations sont attribuables à des facteurs institutionnels et climatiques et l'on s'attend à ce qu'elles se reproduisent à peu près à la même période de l'année à une intensité semblable. Les premiers [efforts visant à présenter des statistiques désaisonnalisées sur le crédit](#) dans les comptes financiers et du patrimoine ont mené à la publication [d'estimations désaisonnalisées des emprunts des ménages sur une base trimestrielle](#). Ce travail visait à prendre en compte la variation saisonnière des emprunts et les indicateurs financiers connexes qui masquaient des tendances importantes d'un trimestre à l'autre. Ce cadre de désaisonnalisation a été étendu à d'autres statistiques sur le crédit avec la publication des agrégats mensuels du crédit (AMC), qui présentent [les données désaisonnalisées relatives aux passifs de crédit des ménages par produit de crédit et par secteur de prêt sur une base mensuelle](#).

Aux fins de désaisonnalisation, une mise à jour régulière est entreprise sous la forme de révisions périodiques des modèles sous-jacents et des spécifications servant à produire des estimations à l'aide de la méthode X-12-ARIMA. Les méthodologistes spécialisés en séries chronologiques et en désaisonnalisation analysent les résultats de cette méthode et mettent à jour les spécifications afin de trouver les valeurs aberrantes, de tenir compte de la saisonnalité résiduelle et d'ajuster les modèles de sorte qu'ils reflètent tout changement de chronologie ou d'intensité des variations saisonnières. Dans l'ensemble, les données désaisonnalisées sur le crédit ont été révisées en raison de mises à jour qui ont découlé de cet examen méthodologique et des révisions qui ont été apportées aux données sources non désaisonnalisées.

Graphique 3
Données désaisonnalisées sur les emprunts des ménages sous la forme de crédit à la consommation

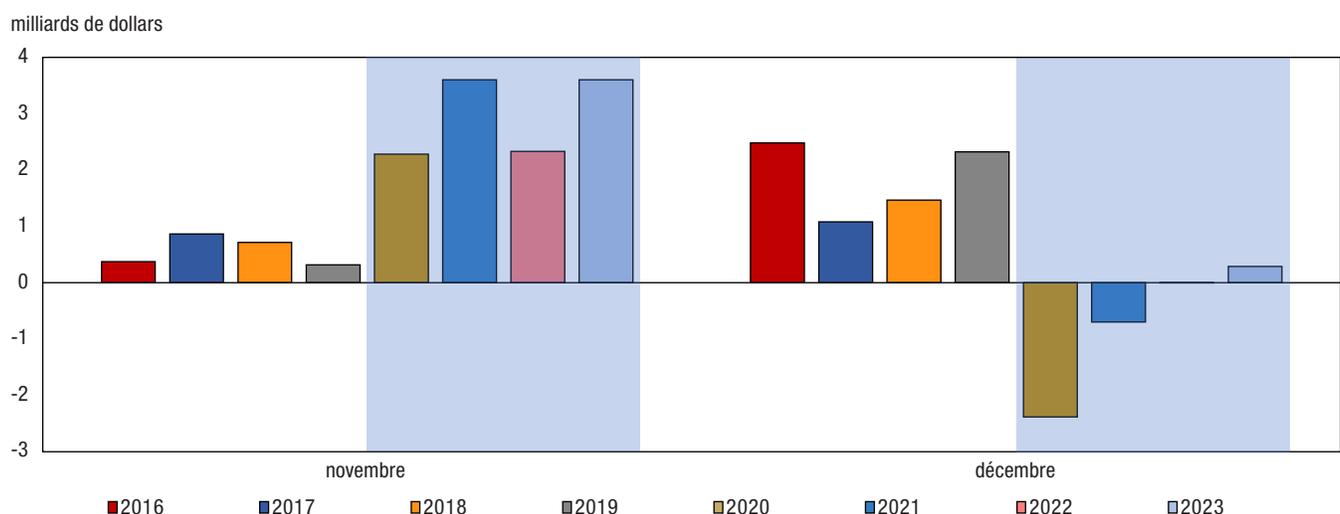


Source : Statistique Canada, « Une vue d'ensemble des révisions apportées aux comptes financiers et du patrimoine, 2020 à 2024 », *Les nouveautés en matière de comptes économiques canadiens* (13-605-X), 2024.

Même si les statistiques trimestrielles et mensuelles désaisonnalisées sur le crédit sont produites indépendamment, les deux sources sont comparées pour garantir la cohérence de leurs tendances. Par exemple, la croissance de la dette hypothécaire sur une base désaisonnalisée pour un trimestre donné est cohérente entre chaque approche.

Cet examen a également mis en évidence des tendances saisonnières changeantes dans les estimations mensuelles des soldes de cartes de crédit des ménages auprès des banques à charte à partir des AMC. Depuis le début de la pandémie, les consommateurs ont ajouté des sommes plus importantes à leurs soldes de cartes de crédit en novembre plutôt qu'en décembre, qui était habituellement le mois où les soldes de cartes de crédit augmentaient (voir graphique 4.). Les restrictions de santé liées à la pandémie et les défis liés à la chaîne d'approvisionnement observés à la fin de l'année pourraient expliquer en partie ce changement de comportement; toutefois, ce dernier a persisté au cours des années où ces phénomènes n'étaient pas présents. Afin de mieux rendre compte de cette évolution dans la tendance saisonnière observée, la méthodologie de désaisonnalisation a été mise à jour pour la série de données sur l'endettement par cartes de crédit. Les incidences des événements actuels et futurs, comme le congé de la TPS qui devrait commencer le 14 décembre 2024, continueront d'être évaluées.

Graphique 4
Premières différences d'un mois à l'autre des soldes de cartes de crédit, sur une base non désaisonnalisée



Note : Les quatre dernières années du graphique sont ombrées pour mettre en évidence le changement de la tendance saisonnière.

Source : Statistique Canada, « Une vue d'ensemble des révisions apportées aux comptes financiers et du patrimoine, 2020 à 2024 », *Les nouveautés en matière de comptes économiques canadiens* (13-605-X), 2024.

Biens immobiliers résidentiels

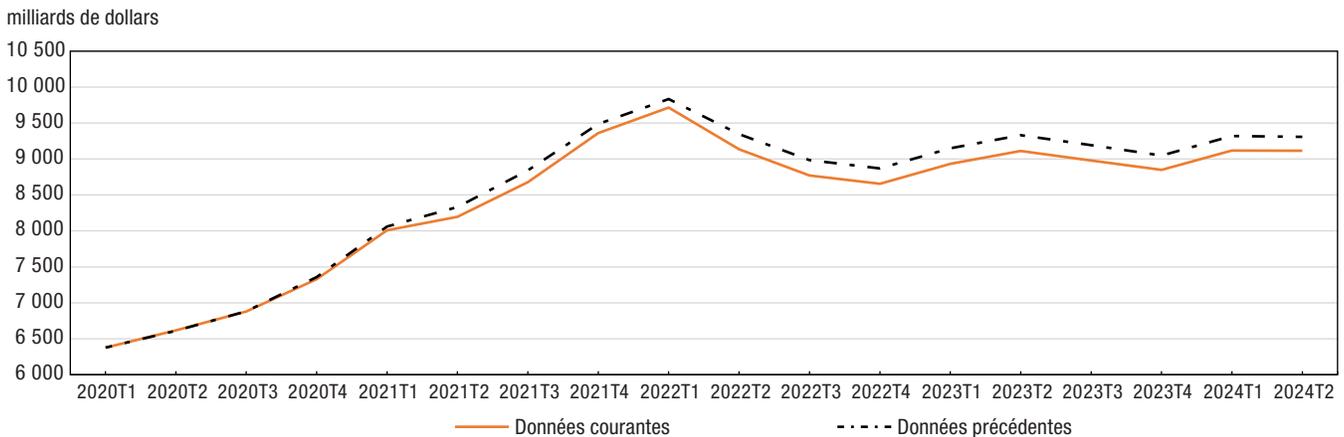
Dans les comptes du bilan national, les biens immobiliers résidentiels sont composés à la fois des « logements » et des « terrains supportant des logements ». Pour calculer ces estimations, Statistique Canada utilise deux principales ressources, à savoir le [Programme des valeurs des propriétés](#) et l'[Enquête sur la sécurité financière](#) (ESF). Les estimations de la valeur des biens représentent une agrégation des valeurs d'évaluation de toutes les propriétés résidentielles imposables au Canada. Ces renseignements sont fournis par chaque province, soit de manière détaillée, soit de manière agrégée, et sont ajustés de sorte que le prix et le volume de toutes les évaluations combinées représentent la période de référence souhaitée. Ces données annuelles sont généralement disponibles avec un décalage d'environ deux ans et demi; par exemple, pour la dernière publication des CFP, les données de l'année de référence 2022 sont maintenant intégrées (graphique 5). Pour les trimestres à l'extérieur de cette période de référence, les estimations sont basées sur les données trimestrielles de prix et de volume. Les données de l'ESF servent à déterminer la part de l'estimation détenue par les ménages et assurer la cohérence avec les estimations du Programme des valeurs des propriétés. L'ESF est généralement menée tous les trois ans.

Tableau 1
Comparaison des programmes immobiliers résidentiels

Comptes du bilan national	Programme des valeurs des propriétés	Enquête sur la sécurité financière
Mesure la valeur marchande de tous les biens immobiliers résidentiels, à l'exclusion des terrains vacants. Disponible par secteur économique sur une base trimestrielle.	Les données d'évaluation foncière sont recueillies auprès des entités d'évaluation provinciales, territoriales et municipales et sont fondées sur des cadastres municipaux. La valeur des biens immobiliers résidentiels comprend les terrains vacants. Le programme vise à harmoniser les prix à partir du 1er juillet et à inclure toutes les propriétés jusqu'à la fin de l'année de référence.	Une enquête périodique sur les ménages demandant aux répondants d'estimer la valeur de tous leurs actifs immobiliers, y compris les biens immobiliers détenus à l'extérieur du Canada, les terrains vacants, les propriétés commerciales et autres investissements immobiliers, tels que les multipropriétés (en temps partagé).

Source : Statistique Canada, « Une vue d'ensemble des révisions apportées aux comptes financiers et du patrimoine, 2020 à 2024 », *Les nouveautés en matière de comptes économiques canadiens* (13-605-X), 2024..

Graphique 5
Révisions apportées aux biens immobiliers résidentiels



Source : Statistique Canada, « Une vue d'ensemble des révisions apportées aux comptes financiers et du patrimoine, 2020 à 2024 », *Les nouveautés en matière de comptes économiques canadiens* (13-605-X), 2024.

Tableau 2
Autres changements qui seront intégrés aux séries chronologiques des comptes financiers et du patrimoine

Révision	Description du changement
Traitement des acceptations bancaires	Le traitement précédent des acceptations bancaires laissait supposer qu'il y avait une relation directe entre les banques et les sociétés non financières en tant que prêteurs et emprunteurs, ces derniers détenant un passif-prêt auprès des banques, qui possèdent l'actif de prêt correspondant et qui émettent des titres sous forme d'acceptations bancaires. Après la cessation de la publication du Canadian Dollar Offered Rate en juin 2024 , la forte baisse des acceptations bancaires en circulation et la rotation vers d'autres formes d'emprunt par les sociétés non financières ont révélé que les sociétés financières utilisaient également les acceptations bancaires comme moyen d'emprunt. Le résultat a été une surestimation de l'emprunt des sociétés non financières et une sous-évaluation de l'emprunt des sociétés financières auprès des banques à charte. Dans cette version, les tendances en matière d'emprunt ont été ajustées entre ces deux secteurs débiteurs afin de refléter plus précisément l'incidence de la cessation des acceptations bancaires, et les travaux futurs viseront à améliorer la série chronologique.
Ressources naturelles	La valeur des ressources naturelles, un élément clé de la richesse du Canada, a été révisée en raison de la mise à jour des données de référence sur la production des industries des ressources et les coûts d'extraction connexes. Cette information est utilisée pour obtenir une mesure de la rente des ressources, qui constitue la base de l'évaluation des ressources naturelles dans les CBN. Comme la méthode d'estimation des ressources naturelles tient compte de cette rente des ressources sur toute la durée de vie des réserves d'un produit de base, des petites révisions des revenus et des dépenses peuvent entraîner des révisions beaucoup plus importantes de la valeur marchande de l'actif figurant au bilan. Pour obtenir plus de renseignements sur la méthodologie utilisée pour estimer le patrimoine en ressources naturelles dans les comptes du bilan national, veuillez consulter Statistiques sur le patrimoine en ressources naturelles dans les comptes du bilan national .
Actifs en titres d'emprunt des ménages	Les comptes du bilan national forment une matrice équilibrée, ce qui signifie que tous les actifs financiers doivent être égaux à tous les passifs financiers par instrument. Comme les données sources de tous les secteurs sont chargées, les déséquilibres permettent de déterminer le niveau des actifs d'obligations des ménages. Au cours de cette révision, il a été déterminé par équilibrage que les ménages détenaient plus d'obligations que ce qui avait été précédemment publié.

Source : Statistique Canada, « Une vue d'ensemble des révisions apportées aux comptes financiers et du patrimoine, 2020 à 2024 », *Les nouveautés en matière de comptes économiques canadiens* (13-605-X), 2024.

Annexe A : Taxonomie des révisions

La révision complète du SCCM englobe normalement six types de révisions : les révisions conceptuelles, les révisions méthodologiques, les révisions des classifications, les révisions statistiques, les révisions de la présentation et les révisions du contenu.

- Les **révisions conceptuelles** reflètent les changements concernant ce qui est mesuré. Par exemple, les concepts fondamentaux des comptes macroéconomiques comprennent les concepts de frontière de la production, de consommation, d'unités institutionnelles, etc. Toute modification de ces définitions ou l'ajout d'un nouveau concept est considéré comme une révision conceptuelle.
- Les **révisions méthodologiques** reflètent les changements apportés à la façon dont les choses sont mesurées ou aux méthodes utilisées pour produire les comptes. Par exemple, la déflation, la désaisonnalisation, l'étalonnage et la modélisation sont des méthodes fréquemment utilisées en comptabilité macroéconomique. Tout changement apporté à ces méthodes ou l'élaboration de nouvelles méthodes est considéré comme une révision méthodologique.
- Les **révisions des classifications** ont lieu lorsque les systèmes de classification (actifs, industries, produits, consommation, etc.) qui sous-tendent les comptes macroéconomiques sont mis à jour. Les révisions des classifications sont nécessaires pour s'assurer que la présentation des comptes macroéconomiques reflète la structure économique et sociale courante.
- Les **révisions statistiques** ont lieu quand de nouvelles sources de données (généralement de plus haute qualité) sont intégrées dans les comptes macroéconomiques.
- Les **révisions de la présentation** ont lieu quand la façon dont les données sont présentées ou les termes utilisés pour décrire les données sont mis à jour, ou lorsque des données supplémentaires sont fournies. Ces révisions sont généralement faites pour correspondre à la terminologie internationale ou pour rendre les données plus intuitives pour les utilisateurs.
- Les **révisions du contenu** reflètent les changements concernant la quantité de détails présentés pour un compte particulier ou un ensemble de statistiques macroéconomiques.